Les risques régionaux et leur gestion

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Le risque politique

L'Asie du Sud-Est a connu des coups d'État, des élections contestées, des manifestations de masse et de brusques revirements politiques pendant la durée de vie de la plupart des investissements. L'exemple récent le plus spectaculaire est celui du Myanmar. Le 1er février 2021, l'armée a arrêté les dirigeants élus et proclamé l'état d'urgence. Les investisseurs étrangers ont réagi rapidement. Le promoteur thaïlandais Amata a suspendu un projet de zone industrielle à Yangon d'une valeur de 1 milliard de dollars US, tandis que le brasseur japonais Kirin a mis fin à sa coentreprise avec Myanma Economic Holdings Limited, un conglomérat contrôlé par l'armée.[1] Le cas montre avec quelle rapidité une coentreprise avec un partenaire local peut passer de l'actif au passif lorsque ce partenaire est associé à un régime frappé de sanctions. Le chapitre H.IV examine la dimension des sanctions.

Le risque politique prend aussi des formes plus modérées. Les élections peuvent modifier la politique d'investissement, les droits de douane et l'attitude des autorités envers les entreprises étrangères. Des décisions de justice peuvent invalider des lois sur lesquelles les investisseurs s'appuyaient, comme l'a montré la loi indonésienne

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

sur la création d'emplois. Le sentiment nationaliste peut se retourner contre la détention étrangère des ressources naturelles, du foncier ou des infrastructures. Un siège régional doit suivre ces évolutions dans chaque pays et les traduire en décisions d'investissement, de structure et de personnel.

Le risque de change et le risque financier

La crise financière asiatique de 1997, examinée au chapitre D.III, reste la référence en matière de risque de change dans la région. La Thaïlande a été contrainte de laisser flotter le baht le 2 juillet 1997. Entre juin 1997 et juillet 1998, le baht est passé de 24,5 à 41 pour un dollar US, la roupie indonésienne de 2 380 à 14 150 et le ringgit malaisien de 2,48 à 4,88.[2] La Malaisie a instauré un contrôle des capitaux en septembre 1998 et fixé le ringgit à 3,80 pour un dollar US. Les entreprises qui s'étaient endettées en dollars pour financer des activités générant des recettes en monnaie locale ont subi de lourdes pertes, et celles dont les avoirs étaient bloqués en Malaisie n'ont pu les rapatrier pendant un temps.

Les leçons de 1997 marquent encore aujourd'hui les pratiques de trésorerie régionales. Les sièges régionaux installés à Singapour gèrent le risque de change de manière centralisée, adossent autant que possible la devise de la dette à celle des recettes et surveillent les règles de convertibilité et de transfert de chaque pays. La monnaie singapourienne, pilotée par la Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) par rapport à un panier pondéré en fonction des échanges, a servi d'ancre relativement stable à ces opérations. La profondeur des marchés des changes de Singapour permet aux trésoreries régionales de couvrir des expositions difficiles à couvrir localement.

Corruption et gouvernance

Les écarts de gouvernance entre les États membres sont importants. Dans l'indice de perception de la corruption 2025, Singapour se classait troisième avec un score de 84, tandis que la Malaisie occupait la 54e place avec un score de 52. Le Vietnam figurait à la 81e place, l'Indonésie et le Laos partageaient la 109e, la Thaïlande était

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

116e et les Philippines 120e. Le Cambodge occupait la 163e place et le Myanmar la 172e sur 182 pays.[3] Bien que ces scores mesurent des perceptions, ils renseignent sur l'environnement dans lequel opère une entreprise régionale.

Pour une entreprise dirigée depuis Singapour, ce risque a une dimension juridique interne. Le Prevention of Corruption Act étend la responsabilité des citoyens singapouriens aux actes de corruption commis à l'étranger, que les tribunaux traitent comme s'ils avaient été commis à Singapour.[4] Des lois étrangères comme le Foreign Corrupt Practices Act des États-Unis et le Bribery Act du Royaume-Uni atteignent de nombreux sièges régionaux par la nationalité, la cotation ou les activités de leur société mère. Le chapitre H.V examine la responsabilité pénale des entreprises et la répression. En pratique, le siège régional est souvent l'organe qui conçoit et supervise les contrôles anticorruption des filiales nationales, de la due diligence sur les agents et distributeurs jusqu'à l'examen des paiements à des agents publics et à des personnalités politiques.

Fraude, centres d'escroquerie et finance illicite

Le nouveau risque le plus grave dans la région est l'essor de la fraude en ligne organisée, exploitée depuis des complexes au Cambodge, au Myanmar, au Laos et ailleurs. L'affaire du Prince Group montre à quel point ces activités peuvent s'approcher de la place financière. En octobre 2025, les États-Unis et le Royaume-Uni ont imposé des sanctions au groupe et à son président Chen Zhi pour leur rôle présumé dans l'exploitation de centres d'escroquerie et de fraudes en ligne. Les procureurs américains ont engagé une procédure de confiscation portant sur 127 271 bitcoins, d'une valeur alors supérieure à 14 milliards de dollars US. À Singapour, la police a saisi des avoirs liés au groupe d'environ 150 millions de S$, dont six biens immobiliers, onze voitures et un yacht.[5] Le Cambodge a annoncé en janvier 2026 que Chen Zhi avait été arrêté et remis à la Chine.

Pour les entreprises régionales, la leçon est que cocontractants, bailleurs, partenaires et même banques peuvent, sur certains marchés, être liés à des réseaux criminels. Pour Singapour, le risque est que le produit de ces crimes soit blanchi par l'intermédiaire de son marché immobilier, de ses sociétés et de ses établissements

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

financiers. Le chapitre E.VI décrit l'affaire de blanchiment de 2023 et le chapitre H.III le dispositif de lutte contre le blanchiment. Les sièges régionaux qui entrent en relation avec des clients, fournisseurs et partenaires de toute l'Asie du Sud-Est doivent appliquer une due diligence qui tienne compte de ces schémas.

Les relations entre États

Les différends entre États voisins peuvent aussi affecter les affaires. Les relations de Singapour avec l'Indonésie et la Malaisie ont parfois été tendues par des questions d'espace aérien, de frontières maritimes, d'eau et de traitement des ressortissants. Elles ont aussi été apaisées par la négociation. En janvier 2022, lors d'une retraite des dirigeants à Bintan, Singapour et l'Indonésie ont signé des accords sur le réalignement de la région d'information de vol, sur la coopération en matière de défense et sur l'extradition.[6] Le traité d'extradition compte pour la criminalité financière, car il comble une lacune critiquée depuis des décennies. Le chapitre F.IV replace ces relations dans le contexte de la diplomatie singapourienne.

Notes

1. Wikipedia, « 2021 Myanmar coup d'état » (consulté en novembre 2026) : coup d'État du 1er février 2021 avec un état d'urgence d'un an ; Amata a suspendu un projet de zone industrielle de 1 milliard de dollars US à Yangon ; le 5 février 2021, Kirin a mis fin à sa coentreprise avec Myanma Economic Holdings Limited, détenue par l'armée. ↩
2. Wikipedia, « 1997 Asian financial crisis » (consulté en novembre 2026) : la Thaïlande a laissé flotter le baht le 2 juillet 1997 ; taux de change pour 1 dollar US de juin 1997 à juillet 1998 : baht de 24,5 à 41 (–40,2 pour cent), roupie de 2 380 à 14 150 (–83,2 pour cent), ringgit de 2,48 à 4,88 (–49,1 pour cent) ; la Malaisie a instauré un contrôle des capitaux en septembre 1998 et fixé le ringgit à 3,8 pour un dollar ; programmes du FMI de plus de 17 milliards de dollars US pour la Thaïlande et de 23 milliards de dollars US pour l'Indonésie. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

3. Wikipedia, « Corruption Perceptions Index » (consulté en novembre 2026), indice 2025 publié en février 2026 : Singapour 84 (rang 3) ; Malaisie 52 (54) ; Vietnam 41 (81) ; Indonésie 34 (109) ; Laos 34 (109) ; Thaïlande 33 (116) ; Philippines 32 (120) ; Cambodge 20 (163) ; Myanmar 16 (172) ; Suisse 80 (6) ; Hong Kong 76 (12) ; 182 pays. ↩
4. Prevention of Corruption Act 1960, section 37 : un citoyen singapourien qui commet hors de Singapour une infraction prévue par la loi peut être poursuivi comme si l'infraction avait été commise à Singapour ; vérifier le texte en vigueur sur Singapore Statutes Online. ↩
5. Wikipedia, « Prince Group » (consulté en novembre 2026) : le groupe et Chen Zhi ont été sanctionnés en 2025 pour leur « alleged role in operating scam centers and online fraud » ; les avoirs gelés en octobre 2025 comprenaient 127 271 bitcoins d'une valeur supérieure à 14 milliards de dollars US ; la police singapourienne a saisi 150 millions de S$ (115 millions de dollars US) d'avoirs du Prince Group, dont six biens immobiliers, 11 voitures et un yacht ; en janvier 2026, le Cambodge a annoncé que Chen Zhi avait été arrêté, déchu de sa nationalité et remis à la Chine. ↩
6. Wikipedia, « Indonesia–Singapore relations » (consulté en novembre 2026) : accords signés en janvier 2022 lors de la 5e retraite des dirigeants Singapour–Indonésie à Bintan sur le réalignement des régions d'information de vol de Jakarta et de Singapour (l'Indonésie déléguant certains services de navigation aérienne à Singapour pour 25 ans), sur la coopération en matière de défense et sur l'extradition pour une liste complète d'infractions. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.